REPUBLIKA Y'UBURUNDI

ADC-IKIBIRI

République du Burundi

Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi

DECLARATION DES PARTIS REUNIS DANS L'ADC –IKIBIRI SUR LE COUP D'ARRET AU PROCESSUS ELECTORAL MULTIPARTITE AU BURUNDI

Depuis un certain temps le Gouvernement du Burundi est décidément engagé dans une voie politique sans issue et s'occupe plutôt à générer des conflits dans les différents secteurs sensibles de la vie nationale à travers les faits suivants :

1. l'envoie à l'Assemblée Nationale des projets de lois liberticides qui vont reculer le Burundi de plusieurs décennies dans son processus de démocratisation. Il s'agit des projets de loi sur la presse, sur la société civile, sur la Commission Vérité Réconciliation, sur les manifestations publiques et les confessions religieuses;

2. constatant qu'un cadre tripartite avait accompagné le processus de mise en place de la commission vérité et réconciliation, le Gouvernement du Burundi se dissocie des Nations unies, de la Société civile et de la population pour imposer, une loi qui consacre l'impunité du crime;

3. pendant que le parti CNDD –FDD organise tous les weekends les meetings pour sa campagne politique avec les moyens de l'Etat, les partis politiques d'opposition sont systématiquement empêchées de circuler librement pour rencontrer leurs militants comme ce fut le cas à Rumonge, à Gatumba, à Bubanza et ailleurs;
4. les entrainements para militaires des milices Imbonerakure qui font la loi et sèment la terreur à travers tout le pays;.
5. Pour chercher les fonds de la campagne électorale, le pouvoir CNDD – FDD est entrain de s'attribuer des entreprises de l'Etat à vil prix au grand dam de tout le monde y compris le Parlement nargué par un Ministre à qui il suffirait d'une motion de défiance pour le mettre à sa place. Mais le

Parlement préfère consommer ce coup d'Etat institutionnel pour protéger un membre du CNDD-FDD ;

6. plus grave encore, le Parlement vient de voter, en catimini et contre toute attente et contre la loi, les membres de la nouvelle CENI dont la mise en place doit être consécutive à une large consultation des partis politiques qui sont les seuls propriétaires d'une CENI appelée à organiser la compétition électorale des partis politiques et des indépendants.

7. la reconduction de certains membres responsables du dérapage des élections de 2010 n'augure rien de bon pour le succès des élections de 2015.

Constatant ces graves dérapages au niveau des lois, des pratiques de diviser la société comme à la CNTB, de l'intolérance politique à travers tout le pays, l'usage des Imbonerakure pour torpiller la démocratie, la révisions des textes législatifs pour fausser les élections, tout cela en violation de la stratégie nationale de la Bonne Gouvernance et de lutte contre la corruption;

Les partis politiques réunis dans l'ADC –IKIBIRI informent l'opinion nationale et internationale que les élections libres, transparentes et démocratiques ne sont plus possibles au Burundi et que par conséquent il faut plutôt envisager d'autres voies pour remettre le Burundi sur la voie de la démocratie.

Par conséquent, ils demandent aux garants de la mise en application de l'Accord d'Arusha notamment la Région, l'Union Africaine, les Nations Unies, l'Union européenne de se réunir toutes les affaires cessantes pour aider à redresser ces dérapages qui sont de lourdes conséquences sur le Burundi et la Région;

Fait à Bujumbura, le 05/12/2012

Pour la coalition ADC- IKIBIRI,

Hon. Léonce NGENDAKUMANA